

Pas de drame pour Ken Loach à l'Université libre de Bruxelles

► Le cinéaste britannique a été fait docteur honoris causa en dépit des accusations d'antisémitisme lancées contre lui ces dernières semaines.

► Le recteur de l'ULB Yvon Englert a tenté d'apaiser les passions.

« J'ai compris que Charles Michel avait étudié le droit à l'université. L'enseignement était-il mauvais ? Ou n'a-t-il pas réussi son examen ? »

« M. Michel est un juriste. S'est-il demandé ce qu'il en est du non-respect des lois internationales par Israël ? S'est-il posé la question de la colonisation des territoires palestiniens ? »

C'est sous des applaudissements nourris que Ken Loach a été fait docteur honoris causa de l'ULB, jeudi dans l'amphithéâtre Henri La Fontaine sur le campus du Solbosch. Campé dans une toge noire au liséré d'or, le cinéaste britannique a reçu le prestigieux diplôme des mains des autorités académiques pour son « travail d'émancipation par un cinéma extrêmement engagé et militant (...) Il a montré à quel point la lutte aujourd'hui est toujours importante. »

Devant le grand auditoire, la tension était palpable. Une partie du public avait expressément fait le déplacement pour apporter son soutien à l'homme par qui le scandale est arrivé. Mais pas seulement : à l'applaudimètre, c'est Christiane Taubira qui l'a finalement emporté. Avec Ken Loach, le thérapeute Siegi Hirsch, le journaliste turc Ahmet Insel, l'ex-Garde des sceaux française était mise à l'honneur dans le cadre de cette année consacrée à la diversité par l'ULB.

Ton sarcastique

Pour que la fête ne vire pas au psychodrame, Yvon Englert a dû prendre bien des précautions. D'emblée, face à la presse, il a coupé court aux critiques en présentant une ULB « qui a toujours été mobilisée contre l'antisémitisme (...) C'est vrai, il est en recrudescence en Europe. Pour nous, c'est un souci. Des discussions se tiennent à l'ULB pour y faire face (...) Certaines initiatives sont prises. » Yvon Englert a ensuite

donné la parole à Ken Loach pour un « statement » lors duquel le cinéaste s'est dit « tout à fait choqué par les allégations » le visant. « Je connais très bien l'histoire du génocide juif », a plaidé Loach, prenant ses distances avec le révisionnisme, une affaire d'extrême droite selon lui.

Mais c'est sur un ton autrement sarcastique que Ken Loach a répondu aux déclarations faites mercredi par Charles Michel à l'occasion d'une cérémonie organisée par la Grande Synagogue de Bruxelles pour les 70 ans de l'État d'Israël. Le Premier ministre avait déclaré : « Aucun accommodement avec l'antisémitisme ne peut être toléré. Quelle que soit sa forme. Cela vaut aussi pour ma propre Alma Mater ». C'est-à-dire l'ULB.

« J'ai compris que Charles Michel avait étudié le droit à l'université. L'enseignement était-il mauvais ? Ou n'a-t-il pas réussi son examen ? », a flingué Ken Loach, emportant quelques rires parmi les journalistes. *Un bon juriste doit d'abord examiner les preuves avant de donner les conclusions. M. Michel, regardez les preuves et revoyez vos propos. »* Et de continuer : « J'ai remarqué que Charles Michel a fait cette sortie lors d'une réunion célébrant les 70 ans d'Israël. M. Michel est un juriste. Il y a tant d'exemples du non-respect du droit international par Israël. Cela ne devrait-il pas troubler un juriste comme M. Michel ? Ou si non, pourquoi ? »

« Un tour de force »

La cérémonie des docteurs ho-

noris causa a pu alors commencer. A nouveau, le recteur Englert a pris les devants. Il a d'abord cité Henri Poincaré : « La pensée ne doit jamais se soumettre, ni à un dogme, ni à un parti, ni à une passion... » Il a refusé de revenir sur les allégations de négationnisme et d'antisémitisme imputées à Ken Loach. « Sept des huit docteurs honoris causa font l'unanimité. C'est un tour de force pour

une université qui cultive la contestation comme la nôtre », a lâché Yvon Englert, avant de glisser sur un terrain plus personnel. Il a présenté alors « ses excuses pour avoir réveillé » la « souffrance » chez ceux qui, comme Jacques Brotchi, sont issus d'une famille frappée par le nazisme. « La polémique autour de Ken Loach a conduit à une fracture qui va à l'encontre de la philosophie de l'université. Demain, elle devra panser ses plaies. »

Nous avons contacté en soirée le député bruxellois Jacques Brotchi : « Je dirais que je suis triste que l'ULB ait maintenu sa décision, a-t-il commenté. J'apprécie les mots du recteur. En ce qui me concerne, la page est tournée car la cérémonie est passée. Nous allons plutôt nous concentrer sur la recrudescence de l'antisémitisme en Europe et chez nous. Je ne vais pas faire d'histoire sur un événement révolu. Allons de l'avant. »

Jeudi, en début de soirée, les esprits avaient retrouvé une certaine sérénité dans l'amphithéâtre Henri La Fontaine. Comme d'autres,

ce prof se disait heureux que

« mon recteur ait remis les choses à leur place. Mais la vraie star de la soirée, c'était Christiane Taubira ».

La cérémonie terminée, Ken Loach s'est aussitôt éclipsé. ■

PASCAL MARTIN

MARIE THIEFFRY

stratégie Des partis visent un électorat juif dont il ne faut pas exagérer l'importance

Le vote juif est-il ou non une réalité en Belgique? Et partant les partis politiques l'ont-ils pointé comme l'objet d'un effort électoral particulier? Les quelques mots prononcés mercredi soir à la Grande Synagogue de Bruxelles par le Premier ministre ont reposé les deux questions et relancé un débat sensible où se répondent le risque d'essentialiser une communauté et l'identification, en sciences politiques, de la religion comme une variable du vote.

« Le vote juif, c'est un mythe, un fantasme de journalistes, affirme Joël Kotek, politologue (ULB) et membre du conseil d'administration du Centre communautaire laïque juif David Susskind (CCLJ). On ne peut pas parler d'un tel vote alors que la communauté juive compte 15.000 personnes à Bruxelles et 15.000 autres à Anvers. C'est trop peu pour les partis politiques. Prétendre le contraire, c'est faire une resucée de cette légende selon laquelle on a besoin d'avoir les juifs avec soi. »

À rebours de l'effort prétendu des partis pour capter le vote de la communauté juive, Joël Kotek poursuit en affirmant que celle-ci est très diverse d'un point de vue idéologique et électoral. *« De gauche, de droite, soutien du gouvernement israélien ou hostile à celui-ci, indique-t-il. Les votes des Juifs en Belgique sont traditionnellement assez équitabement répartis entre les principaux partis. »*

« Courage politique »

Yohan Benizri, le président du Comité de coordination des organisations juives de Belgique (CCO-JB) abonde dans le même sens: *« Les Juifs sont divers comme toute la population belge avec des*

avis, des opinions, des tendances politiques diverses. En ce sens, ils ne sont pas un groupe à part. On ne peut tenter de la sorte de circonscrire la totalité d'une identité. On ne poursuit pas un seul intérêt, le nôtre. À l'approche des élections, on départage les partis en fonction d'une diversité d'intérêts: l'emploi, la lutte contre la pauvreté, une série de valeurs morales, etc. Mais aussi effectivement sur des aspects comme la lutte contre l'antisémitisme, la sécurité des écoles juives... Je n'exclus pas la possibilité que des politiques tentent de réduire le vote d'une communauté à une seule mesure, à une seule déclaration. Mais ce serait une erreur magistrale de réduire un groupe à un intérêt particulier dans le temps. »

Manuel Abramowicz, le coordinateur du site Résistances souligne également la diversité des sensibilités au sein de la communauté juive. *« Pour autant, cela n'empêche pas les partis politiques de tenter de capter les voix de cet électorat. On l'a même vu de la part du Vlaams Blok. A fortiori, cela a déjà été le cas chez les autres, y compris chez Ecolo. Cela dit, ce n'est pas forcément porteur vu l'antisémitisme de certains. À ce sujet, il y a une part de courage politique dans les déclarations de Charles Michel. »*

Mais qu'en disent les politiques et politologues? Pour Didier Reynders, vice-Premier MR, la communauté juive, comme d'autres d'ailleurs, est bel et bien approchée par certains partis à des fins électoralistes, mais pas uniquement. *« Cela a toujours été le cas. Il y a toujours eu des relations plus fortes des partis avec une communauté ou l'autre. Cela peut être lié à des vues électoralistes ou non. Ces liens peuvent aussi permettre de répondre à un problème existant, comme la restitution des biens spoliés aux Juifs pendant la guerre. »*

tant, comme la restitution des biens spoliés aux Juifs pendant la guerre. »

Mais Didier Reynders n'occulte pas le fait que certains responsables politiques *« instrumentalisent le lien avec une communauté électorale »*. Ce n'est pas spécifique à la communauté juive, estime-t-il. *« Ce n'est pas particulièrement neuf, mais il y a de temps en temps*

des opérations plus lourdes d'accapement des voix d'une communauté. »

Un cas tout récent est évidemment dans tous les esprits. C'est cette tentative du CD&V d'Anvers d'intégrer à sa liste électorale un juif ultraorthodoxe. Kris Peeters, qui a pris cette initiative, a nié le caractère électoraliste de sa démarche, évoquant sa volonté de voir ses listes refléter la diversité anversoise. Un argument qui ne convainc pas. *« Le CD&V a effectué cette démarche pour attirer le vote des juifs ultraorthodoxes, plutôt enclins à voter N-VA, estime Dave Sinardet, professeur de sciences politiques à la VUB et aux Facultés Saint-Louis. Les nationalistes ont jusqu'ici capté ce vote en raison de l'accent mis sur la sécurité. « Il y a aussi les discours critiques vis-à-vis des musulmans qui plaisent à une partie de la communauté juive en raison des rapports difficiles entre les deux groupes. »*

Une posture électoraliste ?

« Grottesque »

Ces faits démontrent donc que les partis effectuent malgré tout des calculs à visée électorale. Et qu'ils jugent la démarche payante. *« Pour les communales en particulier, chaque voix compte, et quelques voix en plus, cela donne un siège. C'est vrai aussi à*

Bruxelles, où le MR entend décrocher le mayorat », poursuit Dave

Sinardet.

Comme Didier Reynders, le politologue estime que les approches dirigées vers l'une ou l'autre communauté ne sont pas neuves. *« Mais des partis se sont peut-être profilés de manière plus visible cette fois-ci. »* Le débat identitaire très présent en ce début de campagne y est sans doute pour quelque chose. Pour autant, s'agissant du MR comme d'autres partis, Dave Sinardet estime que la mise en avant des thèmes qui peuvent satisfaire une communauté ne sont pas nécessairement de nature exclusivement électoraliste. *« Ces thèmes peuvent faire partie des valeurs essentielles des partis, mais ils les mettent un peu plus*

opportunément en avant au moment des élections. »

S'agissant des propos de Charles Michel autour de la polémique Ken Loach toutefois, le MR réfute l'analyse du politologue Pascal Delwit dans nos colonnes, qui y voyait une démarche en partie électoraliste. *« Le rôle d'un Premier ministre est de rappeler les valeurs fondamentales qui sont le socle de notre démocratie, dont la lutte contre l'antisémitisme fait partie. Prétendre qu'il s'agit uniquement d'une posture électoraliste est tout simplement grotesque »,* s'est offusqué jeudi David Clarinval, chef du groupe MR. ■

**MATHIEU COLINET
BERNARD DEMONTY**

Les autres Honoris Causa

► **Ahmet Insel**, économiste, politiste et journaliste turc, professeur émérite à l'Université de Galatasaray, retenu pour la haute valeur scientifique de son travail et la qualité intellectuelle de son analyse critique de la société turque.

► **Siegi Hirsch**, éducateur, formateur et thérapeute, spécialiste de la transmission transgénérationnelle des traumatismes.

► **Christiane Taubira**, femme politique française retenue pour les combats en

faveur des diversités menés en tant que Garde des Sceaux de la République française sous le gouvernement de François Hollande.

► **Christian Debuyst**, criminologue, professeur émérite de l'UCL, retenu pour sa diversité disciplinaire, ses ancrages réflexifs et sa prise en compte de la diversité des points de vue comme pari éthique.

► **Agnès Van Zanten**, professeure à l'Institut d'études politiques de Paris, retenue pour ses travaux sur le fonctionnement inégalitaire et élitiste du système éducatif français.

► **Jan Van Impe**, professeur ordinaire à la KULeuven, retenu pour l'impact scientifique de ses recherches tant fondamentales qu'appliquées et leur impact sociétal, notamment dans le domaine de la santé publique ou dans la coopération avec les PVD.

► **Monique Capron**, professeure d'immunologie à l'Université de Lille, ancienne Présidente du Conseil d'administration de l'Institut national (français) de la santé et de la recherche médicale qui a noué des relations intenses avec l'Hôpital Erasme (dont on célèbre actuellement le 40^e anniversaire).

Les empoignades idéologiques, une spécialité aussi vieille que l'ULB

Ken Loach est donc devenu, jeudi après-midi, docteur honoris causa de l'Université libre de Bruxelles. Sans incident. Le recteur, Yvon Englert, a dû pousser un soupir de soulagement. Pas fâché de pouvoir tourner la page, de passer à autre chose – et le boulot ne manque pas.

Mais comment l'ULB s'est-elle fourrée dans ce guépier ? Le conseil académique se doutait-il du tollé qu'il provoquerait en offrant la plus haute distinction de l'Alma mater à un cinéaste aux engagements politiques à ce point tranchés – jusqu'à diviser le corps académique en deux camps apparemment irréductibles, à essayer des accusations très graves de banalisation de l'antisémitisme et à se faire croquer par le Premier ministre en personne ?

Une (mauvaise) surprise

De sources concordantes, c'est en toute innocence que le nom de Ken Loach remonta au conseil académique, l'instance chargée d'endosser le choix des récipiendaires. Même pas un premier choix : d'aucuns avaient envisagé d'honorer Pedro Almodóvar, mais il semble que le cinéaste espagnol n'était pas libre fin avril... Murielle Andrin, qui enseigne au sein du Master en Arts du Spectacle, présenta donc le dossier de Ken Loach au conseil académique, qui l'avalisa comme un seul homme.

La polémique débuta lentement. Le recteur Englert demanda un complément d'enquête, sollicitant différents professeurs, dont Jean-Philippe Schreiber, qui enseigne l'histoire des religions. Celui-ci vérifia les assertions de ceux qui accusaient Loach d'être antisémite et négationniste, et disculpa le suspect – non sans préciser que l'auteur de *Raining Stones* avait déjà été honoré, dans son pays, par les universités de Birmingham, Oxford et Liverpool Hope.

« Personne n'avait anticipé les réactions que nous avons vécues, confirme l'ancienne conseillère à la Cour de cassation, Christine Matray, aujourd'hui membre du conseil d'administration de l'ULB. En soi, le conseil d'administration n'a pas dû se prononcer, puisqu'il s'agissait d'une décision du conseil académique, mais nous avons tout de même souhaité être informés, et tout le monde s'est trouvé apaisé par les éléments qu'on nous a donnés. S'il y avait eu la moindre conviction, chez le moindre membre du CA, qu'il y avait quelque chose d'anormal dans l'attribution de ce prix, cela aurait assurément été dit. Mais ce ne fut pas le cas : tous les

gens qui ont eu accès à ce dossier ont été parfaitement rassérénés. »

Et pourtant. Dès le 24 mars, Jacques Brotchi, grande figure de l'ULB, fondateur du service de neurochirurgie de l'hôpital Erasme, allumait la mèche sur les ondes de BXI, en affirmant, en substance, que Ken Loach flirtait avec l'antisémitisme. Un mois plus tard, il allait plus loin, dans nos colonnes, en clamant qu'en tant qu'enfant caché et survivant de la Shoah, il lui sera « impossible de pardonner à l'ULB d'honorer un individu qui ne mérite que le mépris ».

pire »

Le poids de la bêtise...

Un point de non-retour avait été atteint. La mise au point sur l'antisémitisme et le négationnisme rédigée par Ken Loach, à la demande d'Yvon Englert (nos éditions du 25 avril), laissa chacun sur ses barricades.

« Encore un mauvais choix de la part de l'ULB, et dans une période sensible, où l'antisémitisme revient en force partout ! Avait-on besoin d'ajouter notre grain ? Après tout, on est une université : on peut être plus intelligents..., se désolait hier Michel Meyer, professeur émérite de philosophie. Il y avait certainement d'autres choix : de meilleurs cinéastes et des gens qui ne sont pas marqués comme antisémites. Malheureusement, dans la politique des honoris causa de l'Université de Bruxelles, on veut toujours faire plaisir à une certaine gauche. Et cette politique idéologique de l'honoris causa est quelque chose qui me dérange depuis très longtemps. Mais voilà, il y a une nouvelle clientèle à l'ULB à qui il faut plaire... »

L'ULB serait-elle encline à flatter une cer-

taine partie de la population, pour qui le conflit israélo-palestinien revêt une énorme importance ?

« Il faut éviter les fantasmes, répond un collègue de Michel Meyer, qui préfère garder l'anonymat. Je n'ai jamais rien perçu qui permette d'affirmer que l'ULB serait en train de draguer une forme de clientèle

estudiantine, en décidant d'envoyer des signaux symboliques, en honorant un cinéaste qui soutient les Palestiniens... Je pense que les autorités académiques sont déjà bien au courant des difficultés que peut présenter la cohabitation de multiples tendances au sein de l'université et qu'elles n'ont vraiment aucun intérêt à renforcer les difficultés en atti-

rant des personnes qui viendraient pour des raisons presque identitaires. »

Pour cet interlocuteur, on a sans doute bel et bien choisi Ken Loach pour des raisons idéologiques, mais ce sont ses engagements sociaux qui ont séduit le conseil académique. « Ça a dû se décider sur cette base-là, et puis, ils se sont rendu compte trop tard qu'il y avait une polémique autour de sa personne, enchaîne-t-il. Je suppose qu'après, le réflexe a été de se dire : "On ne va quand même pas piteusement reconnaître qu'on s'est trompé et écrire à Ken Loach qu'on ne le fait plus docteur honoris causa, en donnant de surcroît l'impression qu'on a cédé à des pressions." J'ai tendance à penser que ça s'est passé "bêtement" comme ça. C'est Raymond Aron qui disait qu'on oublie toujours le poids de la bêtise en politique... »

Le problème, c'est qu'à l'ULB, il existe une vie interne forte. Et une culture du débat... très vive.

« Cette université, comme d'autres, est traversée par des courants différents, voire divergents, explique un professeur de la faculté de Droit, qui souhaite lui aussi rester dans l'ombre. Mais ce qui est particulier ici, c'est la culture de la mise en scène du débat. La première fois que j'ai assisté à un conseil facultaire, j'ai été époustoufflé par la violence avec laquelle des professeurs s'opposaient sur des affaires qui n'avaient pas la même portée politique que celle qui nous occupe. Et personnellement, je trouve ça très sain : ça fait vivre le débat, ça rompt avec le ronron du politiquement correct ! »

Et d'expliquer que cette caractéristique est aussi ancienne que l'ULB elle-même. À la fin du XIX^e siècle, l'université a même connu une scission « physique », qui a duré 30 ans, sur la question sociale, entre libéraux et socialistes.

À cette fracture gauche-droite, qui existe toujours en partie, s'ajoutent des polémiques sur l'interprétation de la laïcité, l'ADN de l'ULB...

« Dès que vous êtes face à des sujets qui vivent politiquement, on a vu ça lors de débats autour de la venue de Caroline Fourest ou au détour de la mission qui avait été confiée à la conseillère du recteur, Emmanuelle Danblon, sur la révision des valeurs de l'ULB et de l'in-

Ken Loach est donc devenu, sans incident, docteur honoris causa de l'ULB en même temps que Christine Taubira. Et le recteur, Yvon Englert,

a dû pousser un soupir de soulagement.

© SYLVAIN PIRAUX.

terprétation du libre examen, on assiste à un affrontement entre des professeurs progressistes estimant que le libre examen ne doit pas servir à ennuyer les immigrés qui sont déjà discriminés, et d'autres disant que la base de la laïcité est la critique des religions, y compris l'islam », confirme un philosophe.

Un problème d'image

Reste maintenant à savoir, comme après chaque polémique, si l'affaire Loach » aura des conséquences... « À mon avis, ce n'est pas vraiment bon pour l'image de l'ULB, répond notre témoin précédent. De deux choses l'une : ou bien tout ça, c'est une grande maladresse, et ce n'est quand même jamais extraordinaire de la part d'autorités universitaires. Ou bien c'est intention-

nel, on a voulu poser un acte "politique" et c'est encore pire. C'est un peu le problème de Dieu face au Mal : soit il l'a voulu et il n'est pas toute sagesse, soit il ne l'a pas voulu et il n'est pas tout puissant. Dans les deux cas, il est mal pris ! »

« Je n'ai pas le sentiment du tout qu'il y ait une fracture au sein de l'université, comme certains voudraient la susciter, objecte pour sa part Jean-Philippe Schreiber. Je vois plutôt un soutien très large au recteur et à sa décision - ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a eu pas d'opposants. En revanche, depuis l'intervention du Premier ministre Charles Michel, mardi soir, je vois désormais, derrière toute cette affaire, une entreprise politique visant d'une part à s'en prendre au recteur et, d'autre part, à montrer que l'antisémitisme serait à gauche. Et ça, c'est intolérable ! » ■

WILLIAM BOURTON

HISTOIRE

Quelques erreurs

L'ULB s'est parfois trompée en remettant les titres de docteur honoris causa. Ainsi, en décembre 1944, lorsqu'elle a tenu à mettre à l'honneur les triomphateurs de la Seconde Guerre mondiale : le président Franklin Roosevelt, le Premier ministre Winston Churchill, le maréchal Staline, le général de Gaulle, le général Tchang Kaï-chek. À ce moment-là, la victoire n'est pas encore définitivement scellée. Si la désignation de Staline et de Tchang Kaï-chek apparaît rapide-

ment comme sujette à caution, suscitant d'ailleurs des débats, la volonté pour l'université de mettre en avant une victoire commune contre le nazisme l'emporte alors. Autre étrangeté - presque inverse : la mise à l'honneur dans les années 1960 du scientifique allemand Werner Heisenberg, un des pères de la mécanique quantique et directeur du programme d'armement nucléaire. Dès la fin du conflit, sa décision de rester en Allemagne durant la guerre et les recherches qu'il y a menées sur l'uranium ont été régulièrement critiquées.

M.C.